

CHINE, PUISSANCE AFRICAIN

XAVIER AURÉGAN

CHINE, PUISSANCE AFRICAINNE

**Géopolitique des relations
sino-africaines**

ARMAND COLIN

Illustration de couverture : Adrià Fruitós
Cartographie : Xavier Aurégan
Mise en pages : Belle Page

NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin, 2024
Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-63587-9

INTRODUCTION

LES EXPRESSIONS « Chine-Afrique », « Chinafrique » ou « Chinafric » servent à qualifier, avec des degrés de scientificité relatifs, une relation médiatisée au début du XXI^e siècle. Or, l'État chinois noue des liens avec l'Afrique depuis les années 1950. Sur le continent africain, sa présence, certes amplifiée à partir du début des années 2000, est donc historique. Du reste, plutôt que de parler de la « Chine-Afrique » il serait plus pertinent d'évoquer les relations sino-africaines, soit les rapports entre la Chine, un pays, et les Afriques, composées de 54 États. Ici, le nombre ne fait pas la force. D'ailleurs, ce terme de « Chine » est lui-même réducteur. Il désigne autant l'État chinois et ses représentants, au premier rang desquels le Parti communiste chinois (PCC) et l'Armée populaire de libération (APL), que les acteurs économiques (entreprises publiques ou privées), financiers, culturels ou médiatiques. Il évoque, de surcroît, la population chinoise expatriée ou installée en Afrique. L'ambition de cet ouvrage est à l'image de la diversité des acteurs chinois implantés ou ayant des intérêts sur le continent africain : étudier les relations sino-africaines dans leur pluralité.

Déconstruire la puissance africaine qu'est devenue, au fil des décennies, la République populaire de Chine (RPC), nécessite d'appréhender sur le temps long des flux, échanges, stratégies, postures et présences. Cette démarche enjoint également à croiser ces différentes composantes, les jeux d'acteurs territorialisés en particulier, afin de rendre compte de la complexité des relations sino-africaines dans lesquelles les africains ne restent pas passifs. Ils orientent, à leur avantage, les flux chinois, et les sollicitent en vue de faire financer, construire ou gérer leurs projets. Dans ce cadre, inverser ou décentrer ces relations, qu'on appellerait alors afro-chinoises, serait tout aussi viable et pertinent (*cf.* chap. 9).

Devenue pratiquement un acteur comme un autre en Afrique, la Chine n'y a pas toujours été aussi visible et visibilisée. Sous Mao Zedong (1949-1976), sa présence est circonscrite à quelques pays alliés, considérés comme « amis » ou « frères », en Afrique du Nord principalement. Durant la Guerre froide, les autorités chinoises ne

disposent pas des moyens politiques, économiques, commerciaux et financiers qu'elles peuvent désormais mobiliser. Sur ces entrefaites, trois domaines sont placés au centre de la politique étrangère en construction : la défense, en soutenant des Mouvements de libération nationale (MLN) africains ; la santé, via les missions médicales ; et l'agriculture à travers la création et la gestion de fermes, devenues des centres de démonstration agricoles au *xxi*^e siècle (*cf.* chap. 5). Ce temps de Mao a aussi été celui de compétitions politique et diplomatique avec l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et la République de Chine, autrement dit Taïwan. Dans le Sud global, et en Afrique en particulier, deux périodes résument ce *mano a mano* entre Chinois insulaires et continentaux : 1958-1970 et 1988-1998. Sortis vainqueurs par trois fois en comptant l'obtention, en 1971, du siège permanent onusien, les « rouges » ne se sont pas pour autant laissé griser par ces réussites. Au contraire, ils définirent une première fois leur politique africaine (1963), la remodelèrent sous Deng Xiaoping (1982) et poursuivirent, dans les années 1990, les réformes initiées à la fin de la décennie 1970.

Après un temps politique et idéologique faible entre 1972 et les événements de Tian'anmen en 1989, le gouvernement chinois se dote d'outils, d'institutions et de moyens qui doivent lui permettre de redevenir la première puissance mondiale un siècle après sa proclamation comme République populaire (1949). C'est à partir de 1993 que les fondations de l'actuelle relation sino-africaine vont s'établir. Durant ces « Trente Glorieuses » (1993-2023) de la Chine en Afrique, les flux augmentent de manière exponentielle. De même, les visites et déplacements s'accroissent, les accords et contrats s'intensifient. Cinq modalités d'intervention chinoises peuvent résumer ce rapport « réformé » de la Chine au continent : le commerce, les investissements, les contrats remportés et exécutés par les entreprises chinoises, l'aide au développement, et enfin, les prêts accordés par le gouvernement et ses institutions financières. Toutes sont implicitement mentionnées dans les Forums de coopération sino-africains (FOCAC). Trisannuels, ces sommets Chine-Afrique sont organisés depuis 2000 et symbolisent les différents pouvoirs chinois, acquis comme exercés, ainsi que les récentes évolutions du rapport global. Ces modalités incarnent à l'envi l'intérêt que représente l'Afrique pour la Chine contemporaine : un réservoir de matières premières, de soutiens diplomatiques et de marchés.

D'une manière paradoxale, si on se fie aux postures chinoises, l'exercice des modalités d'intervention rapproche inexorablement

la Chine des pratiques occidentales. Financiarisées et capitalistiques, les interventions chinoises n'ont plus grand-chose à voir avec celles de la période maoïste. S'il existe bien un « capitalisme d'État chinois » (Bergère, 2013), il existe à l'avenant un capitalisme d'État chinois en Afrique. Dans sa relation économique qu'elle entretient avec le continent africain, la Chine est donc un acteur comme les autres, si l'on ne tient pas compte de l'aide chinoise fournie dans le contexte de l'exportation du socialisme, hier, et de son caractère politiquement et commercialement lié, aujourd'hui (*cf.* chap. 5).

L'actuel temps sino-africain, celui de Xi Jinping et de son projet des nouvelles routes de la soie, confirme cette assertion. En dépit d'efforts politiques pour le suggérer, l'absence de « voie chinoise » ne peut que contribuer à démystifier l'ensemble des hétérogènes présences chinoises en Afrique. Certaines élites africaines aspirent nécessairement à copier la Chine et ses réussites (économique et commerciale par exemple), soit à devenir « comme la Chine », une puissance multiforme. Mais elles ne disposent pas d'un modèle désoccidentalisé, de sortie de la pauvreté et prêt-à-penser fourni par ce pays asiatique ; pour la bonne raison qu'il n'existe pas. Au contraire, la Chine applique la théorie de la dépendance au sentier en reproduisant, dans le monde en développement, ses expériences et pratiques. Le narratif chinois repose sur une base scientifique instable, mais politique puissante, en grande partie créé de toutes pièces à des fins de propagande jusqu'aux années 1970 et de diplomatie économique depuis. Après l'éviction partielle du facteur idéologique sous Deng Xiaoping et ses successeurs, Xi Jinping et son équipe réactivent l'instrumentalisation, souvent fallacieuse, des histoires chinoise et africaine opportunément présentées comme syncrétiques (colonisations, dominations et périodes post-coloniales occidentales). Le pouvoir chinois convoque ainsi des référents historiques pour proposer un récit stratégique truffé d'approximations ou d'erreurs volontaires qui ont autant valeur de roman national à l'ère du « rêve chinois » de Xi Jinping (Wang, 2014) que de véhicule discursif et représentatif de l'« émergence pacifique » (Cabestan, 2007) que la Chine diffuse à l'extérieur de ses frontières. En Afrique comme sur d'autres continents, la réception de cette représentation géopolitique de la Chine et du monde n'est pas aussi naïve et totale que certains articles ou analyses le laissent à penser.

Pour répondre à une partie des innombrables questions posées par cette relation multiscalaire, multi-située et multiforme, nous privilégions une démarche diachronique. Cette longue histoire d'aujourd'hui

(Lacoste, 2006) débute par les périodes maoïste (1949-1976) et denguiste (1976-1993). Pour la première, c'est le temps de l'idéologie durant lequel la politique africaine de la Chine est entérinée par Zhou Enlai. Puis vient le temps des réformes qui ont participé à générer ce pont entre Chine et Afrique, entre Chine et monde. L'actuel rapport sino-africain n'aurait peut-être pas été possible sans la concurrence diplomatique que se sont livrées les « deux Chine », soit Taïwan et la Chine populaire.

La deuxième partie est consacrée au traitement statistique des trois décennies post-Tian'anmen (1993-2023). Elle met en perspective l'extraordinaire progression des flux et la nature même de la relation sino-africaine, économique, plurielle et à penser au pluriel. Pour ce faire, nous décomposons les modalités d'intervention chinoises en débutant par les échanges commerciaux qui représentent les flux les plus importants en valeur entre les deux parties. L'aide chinoise et les prêts succèdent au commerce, bien qu'ils ne soient pas les modalités d'intervention les plus significatives d'un point de vue strictement économique. Enfin, les investissements chinois et les prestations de services (contrats) sont à leur tour étudiés, tant au niveau régional que national. Les chiffres et données permettent notamment d'apprécier l'inégal rapport économique et commercial des Afriques à la Chine, les disparités et concentrations, soit l'interdépendance asymétrique engendrée entre une puissance d'un côté, et une cinquantaine d'États de l'autre. Malgré certaines limites statistiques, cette partie aborde également la question de la dette et la désidéologisation de type maoïste de l'aide chinoise, celle-ci évoluant vers un financement du développement.

Par l'analyse de présences chinoises en Afrique, aussi différentes que convergentes (infrastructures africaines dont les ports, migrants et migrations chinoises, rôles durant la Covid-19, défense et sécurité, etc.), la troisième partie explore les rapports sino-africains les plus récents. Ils permettent de constater l'institutionnalisation de la politique africaine chinoise et la nature conformiste de la Chine dans ses relations au continent africain, vu en tant que relais extraterritorial des systèmes politiques et économiques chinois. Partant, tout au long de la temporalité sino-africaine, l'Afrique peut être perçue comme un laboratoire au sein duquel les acteurs chinois, diversifiés et s'internationalisant, ont exploré, et explorent toujours, des modalités d'intervention qui se veulent beaucoup plus conventionnelles qu'on ne le pense de prime abord. Du fait de leur « encastrement » dans les territoires africains, le partenaire chinois, ses acteurs et projets, devenus « alignés », réactualisent en

revanche les géopolitiques africaines. Cette réalité, pour partie récente et qui s'accélère, est ni plus ni moins l'un des principaux enjeux du XXI^e siècle.

Par l'analyse des jeux d'acteurs, de leurs stratégies et représentations, et par celle des rivalités de pouvoir territorialisées, cet ouvrage exploite le savoir scientifique qu'est la géopolitique pour proposer une géopolitique de la Chine en Afrique ; une géopolitique des Afriques et une géopolitique de la Chine, puissance africaine.

PREMIÈRE PARTIE

**ENTRE CHINE
ET AFRIQUE,
UNE LONGUE
HISTOIRE...
D'AUJOURD'HUI¹**

En 2008, au Nord de Malindi (ou Mélinde), sur la côte kenyane, une équipe archéologique exhume une pièce de monnaie chinoise datant du xv^e siècle. Frappée de l'inscription *yǒnglè tōng bǎo*, elle remet en perspective les Grandes découvertes narrées par l'Occident puisque cette monnaie a été conçue, diffusée et échangée entre 1402 et 1424, soit environ 70 ans avant l'arrivée de Vasco de Gama dans l'actuel Kenya. Coulées sous le troisième empereur Yǒnglè (1360-1424) de la dynastie Ming (1368-1644), ces pièces furent spécifiquement utilisées pour le commerce extérieur chinois, faisant des *yǒnglè tōng bǎo* une monnaie « internationale ».

En missionnant l'eunuque Zheng He à développer des liens économiques, culturels et politiques avec l'outre-mer, l'empereur Yǒnglè l'incitait à dépasser les limites cartographiques de la Chine impériale. Nommé ministre de la Navigation maritime en 1405 et promu amiral, Zheng conduit alors les sept expéditions (entre 1405 et 1433) qui l'amènent en Afrique orientale. Sa flotte, composée de plus de 200 navires et de 28 000 hommes, l'aurait guidée jusqu'en actuelle Afrique du Sud (province du Cap).

Le célèbre navigateur aurait-il été le seul Chinois à mener des expéditions de cette envergure sur la côte orientale africaine ? Vraisemblablement, mais ce lien sino-africain n'est sans doute pas le plus ancien. Des esclaves noirs semblent avoir été acheminés en Chine dès le vii^e siècle par des négriers arabes (Wilensky, 2002). De plus, un commerce existait bien entre le califat des Abbassides, l'Afrique de l'Est et l'Asie : les mises au jour multi-situées de centaines de pièces de monnaie chinoises appartenant aux dynasties Tang (618-907) et Song (960-1279) ont révélé l'existence de flux entre ces trois régions (Asie, Moyen-Orient et Afrique de l'Est). Enfin, la carte du grand Empire Ming (*dà míng hùnyī tú*), datée de 1389, est la première en Chine à représenter l'Afrique, l'Asie et l'Europe. En 1433, la disparition de Zheng He correspond à la fin des expéditions maritimes chinoises, qui coïncident avec la poursuite de l'édification de la Grande muraille.

Après avoir été oubliées plusieurs siècles durant, les circumnavigations de Zheng He sont (re)devenues la vitrine d'une Chine puissante, qui se voudrait amicale, non-belligérante. Les autorités chinoises fardent cette supposée amitié fraternelle entre deux ensembles de populations opprimées par l'Occident, les Africaines et les Asiatiques, chinoises *a fortiori*, et se servent de Zheng He pour historiciser les rapports sino-africains en générant des représentations politiques anti-occidentales entre le « continent originel » et la plus vieille « civilisation ». En 2006, lors de la cérémonie d'ouverture du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC), Hu Jintao affirme par exemple que « malgré l'éloignement géographique, l'amitié sino-africaine plonge ses racines dans la profondeur des âges et ne cesse de s'approfondir au fil des ans. La Chine et l'Afrique, berceaux de la civilisation humaine et terres d'espoir, sont liées étroitement par une communauté de destin et par des objectifs communs ».

Réhabilitée durant le voyage de Zhou Enlai en Afrique entre décembre 1963 et janvier 1964, l'épopée Zheng, entre autres référents historiques et culturels, a ainsi été instrumentalisée à des fins propagandistes et populistes. À partir d'évènements ou d'acteurs soigneusement sélectionnés, la figure tutélaire du navigateur sert à réinvestir l'histoire longue du pays, voire à la réécrire. Xi Jinping la mobilise fréquemment, comme lors de son discours de mai 2017, au Forum sur la coopération internationale sur les nouvelles routes de la soie². Lors du septième FOCAC, qui s'est tenu en 2018, le message est sans équivoque : « au lieu de piller ou d'exploiter, l'explorateur Zheng He avait apporté des cadeaux à ses hôtes africains, ne ramenant avec lui en échange que quelques girafes »³. L'invocation de Zheng He garantirait donc l'intention pacifiste de la Chine populaire, légitimant l'entreprise chinoise en Afrique, qui obéirait à ce que Pékin présente comme une solidarité Sud-Sud ou un rapport « gagnant-gagnant ». Durant la seconde moitié du xx^e siècle, le régime chinois ne s'est pourtant pas privé d'allier idéologie et violence. En Afrique particulièrement, où il a soutenu les Mouvements de libération nationale (MLN). Outre l'application de l'idéologie marxiste-léniniste, cette contribution chinoise aux mouvements indépendantistes – et aux partis communistes – africains avait surtout deux objectifs sino-centrés : la matérialisation de la politique étrangère et la reconnaissance internationale de la Chine populaire.

Le temps de l'idéologie

Au début des années 1950, la Chine maoïste souhaite rattraper un retard protéiforme qui a pour cause des facteurs endogènes (dynastie Ming, rébellions et inondations, guerre civile avec le Guomindang) comme exogènes ou plus certainement syncrétiques (traités inégaux, ouverture forcée, guerres de l'opium et colonialisme européen). Sous-développée, elle s'appuie sur trois domaines qui s'avèrent essentiels au rattrapage théorisé par le pouvoir : la défense, l'agriculture et la santé. Estimant pouvoir reproduire à l'extérieur ce qu'il va partiellement réussir à accomplir à l'intérieur, le gouvernement chinois des années 1950 investit *ipso facto* ces trois domaines d'intervention dans le cadre du développement de sa diplomatie encore balbutiante. Prioritairement économique et social, ce rattrapage est également diplomatique et politique puisque la Chine n'est pas (encore) membre de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dès la proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, la question de sa reconnaissance agite les diplomaties occidentales.

La diplomatie chinoise en Afrique, une longue quête de reconnaissance(s)

L'esprit de Bandung

Bien que les deux populations, chinoise et africaine, se rencontrent parfois lors de réunions intergouvernementales, l'évènement majeur de la politique étrangère chinoise intervient le 18 avril 1955, avec la Conférence de Bandung. C'est la première véritable rencontre entre la Chine et les États dits du tiers-monde. Bien que la Conférence soit à l'initiative de l'Inde, la Chine s'y affirme déjà comme une puissance politique à l'aura internationale. Les 29 délégations ayant fait le déplacement en Indonésie constituent la moitié de la population mondiale (1,4 sur 3 milliards). Parmi elles, six sont africaines : l'Égypte de

Nasser, l'actuel Ghana, l'Éthiopie, le Liberia, la Libye et le Soudan. Il convient d'y ajouter deux observateurs que sont le Destour tunisien et le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) du Front de libération nationale (FLN) algérien. Au sein des 23 pays asiatiques figurent ainsi les deux puissances démographiques, la Chine et l'Inde, qui s'affrontent à travers leurs porte-drapeaux charismatiques respectifs : Zhou Enlai, ministre des Affaires étrangères chinois, et Jawaharlal Nehru, Premier ministre indien. L'effort indien pour désidéologiser les propos et discours est adroitement suivi par Zhou, qui ne peut se couper des représentants afro-asiatiques éloignés ou hostiles à l'idéologie du mouvement révolutionnaire communiste. Ainsi, contre toute attente, grâce à cette posture quasi libérale et plus certainement emprunte d'ouverture et de pragmatisme, Zhou, et par-delà Mao, remportent le leadership de ce mouvement tiers-mondiste. Profitant de l'absence de l'indésirable, mais néanmoins influente URSS, la Chine s'impose *de facto* comme le défenseur des opprimés, des territoires et populations colonisés, et peut-être surtout comme la principale alternative aux deux blocs.

Malgré les dissensions sino-indiennes, la Conférence de Bandung se conclut sur un consensus. Les 29 délégations adoptent, bon gré mal gré, les cinq principes guidant les rapports de ce que l'on appellerait, aujourd'hui, les relations Sud-Sud : coexistence pacifique, non-ingérence dans les affaires internes des autres, égalité et bénéfices mutuels, non-agression, respect de l'intégrité territoriale des autres nations. Dans un contexte de Guerre froide où le processus de décolonisation est certes enclenché mais non pas réalisé, cette Conférence met en exergue le respect de la souveraineté nationale et d'une certaine manière le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle représente également le lancement de la politique extérieure chinoise, en Afrique spécifiquement, mais dans un cadre multilatéral afro-asiatique qui entend formellement prioriser les besoins et revendications de ces territoires indépendants ou qui aspirent à le devenir.

Officiellement, une position collective se dégage donc de Bandung : un « esprit » encore évoqué et invoqué au XXI^e siècle. Mais, officieusement, les rivalités de pouvoir jouent à plein entre les principales puissances représentées – ou non – en Indonésie. Durant les décennies 1950, 1960 et 1970, la politique étrangère chinoise est ainsi influencée par cette compétition sino-indo-soviétique. Plusieurs points et temps forts la caractérisent, à commencer par le voyage de Nehru à Moscou dès l'été 1955 : c'est, d'une part, une victoire diplomatique pour l'Inde, les Soviétiques signant les cinq principes de la coexistence

pacifique ; d'autre part, c'est une manière pour Moscou d'intégrer, de noyauter et d'orienter ce mouvement. Quelques mois plus tard, en février 1956, lors du xx^e Congrès du Parti communiste, Nikita Khrouchtchev prend ses distances avec certains principes marxistes et engage un processus de déstalinisation qui aboutit à la suppression, le 17 avril, du *Kominform*. La disparition de cet organe de liaison des partis et États communistes engendre un profond différend idéologique entre Pékin et Moscou.

Par conséquent, à partir de 1956, les rapports sino-soviétiques, dégradés puis délétères, impactent la capacité chinoise à s'ouvrir à l'outre-mer et influencent les alliés respectifs : Cuba pour l'URSS, et l'Albanie pour la Chine. Bien que Pékin et Moscou contribuent tous deux à créer l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) en 1957, leur coordination s'affaiblit mois après mois. Une autre Guerre froide, infra-communiste, se dessine.

Les fondations d'une politique africaine chinoise (1963)

Réunis début février 1963 à Moshi, en Tanzanie, lors de la troisième Conférence de l'OSPAA, les participants n'ont guère d'espoir quant à la pérennité de l'esprit de Bandung et son volet internationaliste. L'ordre du jour est intenable : le camp pro-chinois invective celui de l'alliance indo-soviétique. Si les hostilités débentent entre Indiens et Chinois, ce sont bien les représentants soviétiques qui dénoncent la position chinoise. Liu Ning-yi, qui la représente, est accusé de propos racistes envers l'impérialisme des « blancs » (soviétiques). Ce prisme racial est repris par l'URSS qui dénonce le péril jaune et « certains dirigeants nationalistes [chinois qui] voudraient diriger le mouvement de solidarité non pas contre l'impérialisme, le colonialisme et ses agents, mais contre tous les hommes blancs » (Laïdi, 1979, p. 25). Le divorce est consommé. Chinois comme Indiens prennent acte en lançant unilatéralement leurs programmes de coopération en Afrique.

La « Chine-Afrique » est née. Elle se matérialise en décembre 1963 et janvier 1964 par la première « tournée » de Zhou Enlai en Égypte, au Maroc, en Algérie, au Soudan, en Guinée Conakry, au Ghana, au Mali, en Éthiopie, en Somalie et en Tunisie. L'objectif fondamental de ce voyage est de gagner à sa cause de nouveaux partenaires diplomatiques (Tunisie), de dénoncer le (néo)colonialisme, de vanter la voie révolutionnaire maoïste, et lorsque c'est envisageable, de critiquer l'URSS (en Égypte, en Algérie, au Mali, en Guinée et en Somalie). À Bamako et à Accra, Zhou Enlai y énonce les huit

principes qui guideront la politique africaine de la Chine jusqu'en 1982 : égalité entre les partenaires, bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, utilisation de dons ou de prêts sans intérêt et allègement des charges, renforcement du bénéficiaire, respect des obligations, égalité de traitement entre exportations chinoises et locales (*cf.* chap. 5, Tableau 5).

Entre 1963 et 1982, trois grandes constantes marquent la politique étrangère chinoise : l'exportation du dogme révolutionnaire chinois, la lutte contre les grandes puissances impérialistes (États-Unis et URSS), et la politique tiers-mondiste (Alden et Alves, 2008). Malgré la portée idéologique des politiques africaine et étrangère chinoises, toutes deux en développement, Zhou Enlai martèle en Égypte et ailleurs que la Chine n'entend pas exporter la révolution, et exige un comportement exemplaire des techniciens et experts chinois envoyés en Afrique. L'humilité chinoise contraste alors avec l'assurance soviétique. Enchevêtrant nationalismes africains et maoïsme, discours et pratiques vont progressivement contribuer à créer une alternative marxiste non soviétique.

Le paradigme de Moshi et l'annonce des huit principes de la politique africaine chinoise vont conséquemment engendrer le caractère polycentrique du communisme international, les « partenaires » ou « camarades » devant dorénavant choisir entre Moscou et Pékin. La rivalité sino-soviétique renforce par ailleurs les velléités diplomatiques chinoises avec le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) en point de mire. Afin d'évincer le représentant chinois de l'ONU, soit Taïwan, Pékin compte sur chaque voix, y compris africaine puisque le continent devenu indépendant représente déjà 32 % des États membres (41 sur 128) en 1971. La Chine se lance ainsi dans une course aux reconnaissances (*cf.* Carte 1) dans laquelle Taipei entend jouer les trouble-fêtes. Entre 1958 et 1970, c'est le premier temps de Taïwan en Afrique. Par un concours de circonstances heureux ou provoqué, il correspond à différentes « campagnes » chinoises, dont celle du Grand Bond en avant (1958-1960).

Ce faisant, durant ce premier temps de la Chine en Afrique, la politique africaine chinoise peut être analysée par au moins quatre facteurs : la lutte d'opposition sino-soviétique parfois symbolisée par les Mouvements de libération nationale (MLN) ; les soutiens chinois dans les secteurs agricole (*cf.* chap. 5) et sanitaire ; la rivalité sino-taïwanaise ; et la diplomatie (reconnaisances bilatérales entre Pékin et les capitales africaines).

Une campagne diplomatique chinoise victorieuse (1955-1971)

Avant 1955 et la Conférence de Bandung, aucun État africain n'a encore reconnu la Chine populaire, puisque le premier d'entre eux à le faire, l'Égypte, ne l'officialise qu'en 1956 au terme du Conseil de commandement révolutionnaire mené par le colonel Gamal Abder Nasser. Ce dernier a été marqué par la finesse politique de Zhou Enlai et son message martelé à Bandung : rechercher un terrain d'entente tout en préservant les différences. Isolée par l'Europe de l'Ouest pour avoir unilatéralement nationalisé son canal de Suez, l'Égypte doit trouver de nouveaux partenaires et clients. Faisant preuve de pragmatisme réactif (géo)politique, elle va se tourner vers la Chine qui lui achète de grosses quantités de coton et de fil de coton. Les reconnaissances algérienne, marocaine et soudanaise se feront ensuite par l'intermédiaire de l'ambassade chinoise du Caire. Durant sa tournée africaine, Zhou Enlai exprime la solidarité chinoise en parcourant le Mali et la Guinée, deux pays réfractaires à la Communauté des États africains gaulliste. En Afrique, les États les plus prompts à reconnaître la Chine « rouge » sont majoritairement représentés par des leaders proches de Moscou, ou de Pékin et s'opposant aux Occidentaux, comme Ben Bella en Algérie, Modibo Keita au Mali, Ahmed Sékou Touré en Guinée, Kwame Nkrumah au Ghana ou encore Julius Kambarage Nyerere en Tanzanie. Ce sont donc des acteurs progressistes, incarnant le panafricanisme ou le socialisme « à l'africaine », l'anti-impérialisme ou l'anticolonialisme.

À partir des années 1950, les dirigeants chinois intègrent l'intérêt que représente un continent en passe d'être décolonisé. Qui dit décolonisation, dit indépendances et nouveaux partenaires, donc nouvelles voix. Opportuniste, la Chine tisse sa toile diplomatique au fur et à mesure que Washington, Londres ou Paris regardent ailleurs, vers l'URSS notamment. Avant les indépendances, l'élargissement en Afrique, de l'espace diplomatique chinois est contraint. Les diplomates chinois doivent passer par les autorités coloniales représentées, en Chine, par le département Afrique de l'Europe occidentale du ministère des Affaires étrangères, créé en 1949. Il faut attendre 1964 pour qu'un département Afrique soit isolé du département Asie occidentale, attestant du nouveau rôle joué par le continent dans la diplomatie chinoise.

Entre 1949 et 1971, pas moins de 38 États africains acquièrent leur indépendance. La principale vague, en 1960, est francophone.

Cette année, 14 territoires français sortent de gré ou de force de la Communauté française. Entre le Cameroun, indépendant au 1^{er} janvier, et la Mauritanie, qui l'est le 28 novembre, les situations sont hétérogènes – comment pourrait-il en être autrement ? Ces indépendances reflètent en filigrane le contexte international : froid, empli de ruptures et de divisions. Cette photographie de la décolonisation africaine coïncide avec celle des votes africains en 1971, lorsqu'après plusieurs années d'efforts incessants, Pékin accède finalement au Conseil restreint des Nations unies.

Pour tisser ce réseau diplomatique, des visites chinoises en Afrique comme africaines en Chine ont été nécessaires. Si Félix Moumié, de l'Union des populations du Cameroun (UPC), et Walter Sisulu, du Congrès national africain (ANC) sud-africain, se rendent dès 1953 à Pékin, les visites vont surtout s'intensifier à partir du Grand Bond en avant : de 1958 à 1970, il y aurait eu 482 missions chinoises sur le continent et 827 délégations africaines invitées en Chine. La visite du président du Ghana Kwame Nkrumah, fin février 1966, fut d'ailleurs lourde de conséquences : alors qu'il pose les pieds sur le tarmac de l'aéroport de Pékin, un coup d'État est fomenté à Accra et le leader panafricaniste se réfugie, à son retour en Afrique, à Conakry chez Ahmed Sékou Touré. Il ne retournera jamais de son vivant au Ghana. Les allers-retours entre Chine et partenaires africains, dont certains pouvaient être vus, de Chine, comme des « régimes bourgeois », illustrent le besoin de reconnaissance chinois qui a pu prévaloir sur l'idéologie, conduisant à mettre en avant pragmatisme et *Realpolitik* plutôt que doctrine et inflexibilité. Qu'ils soient venus admirer le Grand Bond en avant et la « méthode chinoise » ou qu'ils partent les diffuser, Africains et Chinois sont diversement marqués par les purges et la reprise en main de Mao : ces événements qui « donnent l'impression d'un chaos intérieur » (Ogunsanwo, 1974, p. 238). Par ailleurs, le contrecoup de la Révolution culturelle (1966-1976) est saisissant en termes de visites africaines. Durant cette dernière, le rappel en Chine des ambassadeurs (Égypte exceptée) est plus dommageable en termes d'image que d'un point de vue matériel : les aides et appuis techniques accordés aux États reconnaissant Pékin sont en général maintenus.

Bien qu'encore économiquement sous-développée, la Chine multiplie les aides durant les années 1950 et 1960 qui vont se matérialiser, dans certains pays africains, par des infrastructures. Entre 1955 et 1965, l'aide passe de 34 à 250 millions de dollars. Entre 1970 et 1975, elle atteint 1,7 milliard. Parmi les principales réalisations chinoises,

Carte 1. La Chine populaire et l'Afrique, une diplomatie historique et dynamique

